

République française  
Département : Loiret  
Canton : Olivet  
Commune : Olivet

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° A\_2023\_0230

### **Rue de Bellevue - Entreprise TRAVAUX PUBLIC VAL DE LOIRE - Travaux reprise de voirie - Réglementation de la circulation, du stationnement et du cheminement piétonnier**

Le Maire de la commune d'Olivet,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu les arrêtés et instructions ministériels relatifs à la police de la circulation routière ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Olivet du 26 mars 2010, portant approbation du règlement de voirie ;

Vu l'arrêté permanent autorisant les travaux sur Olivet n° A/2011-0542 réglementant la circulation au droit des chantiers de voirie et des espaces verts ;

Vu la demande de l'entreprise TRAVAUX PUBLIC VAL DE LOIRE en date du 26 mai 2023, relative à des travaux de reprise de voirie ;

Conformément au règlement de voirie précité ;

Considérant que l'exécution des travaux cités ci-dessus nécessite une réglementation de la circulation, du stationnement, et du cheminement piétonnier afin d'assurer la sécurité ;

### ARRÊTE

Article 1 : Les travaux s'exécuteront une journée entre le lundi 03 juillet et le vendredi 07 juillet 2023.

Article 2 : L'entreprise TPVL est autorisée à réaliser des travaux de reprise de voirie (gravillonnage) sur la rue de Bellevue, dans sa partie comprise entre son intersection avec la rue de Barbotte d'une part, et son intersection avec la rue de la Petite Motte d'autre part.

Article 3 : La circulation sur la rue de Bellevue, sera interdite à l'exception des personnes autorisées.

Article 4 : Des déviations via la rue de Barbotte, la rue d'Ivoy et la rue de la Petite Motte seront mises en place par l'entreprise.

Article 5 : L'entreprise est avertie que la commune a pris le parti, dans un souci de développement durable, de couper l'éclairage public la nuit.  
Aussi si la tranchée réalisée reste ouverte de nuit, l'entreprise se doit d'avoir un mobilier de signalisation adapté à cette configuration. Ainsi les panneaux de police mis en place devront être non usagés et parfaitement rétro-réfléchissant afin que la lumière des feux des véhicules soit réfléchi par ces mobiliers.

Article 6 : Pendant les travaux, le stationnement sera interdit à la hauteur des travaux, et considéré comme gênant conformément à la réglementation en vigueur du code de la route, et à ce titre passible de la mise en fourrière sur l'ordre des Services de Police.

Article 7 : Pendant les travaux, la circulation piétonne devra pouvoir s'effectuer en toute sécurité. Les usagers de toute nature seront vigilants au regard des activités et/ou des travaux qu'ils pourraient rencontrer. L'entreprise, quant à elle, sera vigilante au regard de ceux-ci.

Article 8 : La signalisation (quelle qu'elle soit) sur la voie publique sera installée par l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur.

Article 9 : La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement et la responsabilité de la signalisation (quelle qu'elle soit) incomberont entièrement à l'entreprise.

Article 10 : Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise TRAVAUX PUBLIC VAL DE LOIRE.

Article 11 : Ampliation du présent arrêté sera faite à :

M. le Directeur du SDIS du Loiret ;  
M. le Chef de service de la police municipale d'Olivet ;  
M. le Capitaine des Sapeurs-pompiers d'Olivet ;  
SAMU 45 ;  
Les Taxis d'Orléans ;  
Service Réglementation et Occupations Temporaires du Domaine Public - Orléans Métropole ;  
KEOLIS Orléans Métropole.

Article 12 : Le présent arrêté sera placardé aux extrémités du chantier.

Article 13 : Le présent arrêté est exécutoire à compter :

- de sa publication, son affichage, ou sa notification aux intéressés ;

Article 14 : La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 15 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans pendant un délai de 2 mois à compter de la plus tardive des dates suivantes (le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>) :

- date de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département pour contrôle de légalité ;  
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Signé électroniquement  
le 02 juin 2023 à Olivet  
Stéphane VENDRISSÉ  
Adjoint au Maire à la sécurité et à la mobilité

 

